

Papier de position adopté lors de l'Assemblée cantonale
du *PLR.Les Libéraux-Radicaux Fribourg* du 14 janvier 2014

Soutenir l'emploi

La prospérité de tous grâce à un marché du travail soutenu et adapté

Pour le *PLR.Les Libéraux-Radicaux Fribourg*, l'emploi est le cœur de la prospérité de tous. Grâce à un marché du travail performant: les entreprises engagent, les salaires augmentent, ce qui permet par la suite l'accroissement des rentrées fiscales, des moyens à disposition pour améliorer la qualité de vie de tous. Cette réussite demande des efforts: soutenir notre système libéral, pour une fiscalité attractive et contre la bureaucratie, soutenir une politique foncière active et promouvoir la conciliation entre vies familiale et professionnelle. L'accès aux marchés étrangers, notamment à l'UE, est également primordial. Fribourg ne doit pas devenir un canton dortoir et voir sa proportion de pendulaires augmenter de manière inquiétante. Il faut pouvoir offrir suffisamment d'emplois à nos habitants en améliorant l'attractivité grâce à des conditions cadres favorables à l'emploi. Des priorités pour le PLR – une valeur sûre.

1. Nos exigences en bref

Le but de toute société est de permettre la prospérité de tous ses membres, les personnes physiques et également les personnes morales (les entreprises). Cette réussite économique passe par un catalyseur clef: l'emploi. Dans un environnement économique positif: les entreprises croissent, investissent et engagent et le chômage baisse alors les salaires augmentent. De plus, les rentrées fiscales augmentent, ce qui permet d'améliorer la qualité de vie des citoyens et de soutenir les structures de base telles que des assurances sociales saines, le développement des infrastructures, les projets culturels, une meilleure répartition des charges fiscales. Ce mécanisme libéral profite à l'ensemble de la population.

Pour le PLR, il est primordial d'encourager et de soutenir l'emploi, source de prospérité pour les citoyens. Le système libéral et social suisse a fait ses preuves: le chômage touche une très faible part de la population (en août 2013: 3% pour la Suisse et 2.7% à Fribourg) et la croissance est soutenue. Un succès d'exception en comparaison internationale, une réussite que beaucoup nous envient.

Il est donc essentiel de maintenir notre recette de succès et de saisir les nouvelles opportunités. Face aux attaques incessantes de la gauche contre les conditions cadres favorables à l'emploi qui font le succès de la Suisse, le PLR s'engage dans trois domaines qui doivent être particulièrement encouragés. Tout d'abord, il faut préserver un marché du travail libéral mais soutenu par un filet social approprié: engager et changer de travail doit être possible, sans pénaliser ni l'employeur, ni l'employé. Ensuite, l'environnement économique, fiscal et administratif doit être favorable aux entreprises pour ne pas entraver leur réussite, source des investissements futurs. Finalement, il faut promouvoir une meilleure conciliation entre vie familiale et professionnelle, rendue possible grâce à de nouvelles formes de travail, comme le télétravail, et grâce à des places de crèches et d'accueils extra-scolaires adaptées aux besoins.

Le *PLR.Les Libéraux-Radicaux* soutient et s'engage dans le développement de ces domaines pour que l'ensemble des membres de la société puisse profiter de notre prospérité.



2. Un marché du travail libéral et social

Un marché du travail libéral et un partenariat social permettent à la Suisse de connaître un environnement économique favorable, un taux de chômage très bas et de bonnes conditions de travail.

Le marché du travail suisse a l'avantage d'être flexible, notamment grâce à des procédures de départ simples et non bureaucratiques. Celles-ci sont accompagnées par un filet social de qualité. Les entreprises et les travailleurs en profitent: les premières peuvent créer rapidement des emplois et s'adapter lors des périodes de crise; période pendant laquelle les travailleurs sont soutenus et accompagnés. Ces derniers se voient également offrir de meilleures opportunités d'évolution professionnelle.

Une grande part du succès de la Suisse vient également du partenariat social. Dans certaines catégories d'emplois en particulier, il a été nécessaire de trouver un arrangement collectif aux conditions de travail: les conventions collectives de travail. Celles-ci permettent à la Suisse de connaître la Paix du travail: cela permet de bonnes conditions de travail et évite le recours aux grèves, qui sont dommageables pour tous. Cela concerne autant les conditions de travail que la question des salaires: des solutions concertées doivent être assurées, les abus combattus. Le partenariat social doit être encouragé mais pas l'interventionnisme étatique. Le salaire minimum doit être fermement rejeté.

Nos exigences:

- › **Préserver un marché de l'emploi libéral, soutenu par un filet social adapté**
- › **Promouvoir le partenariat social: soutenir l'édiction de conditions adaptées aux différentes branches économiques et lutter contre les abus**

3. Politique économique

Le second facteur de réussite de la Suisse est sa politique économique. Pour pouvoir investir et engager, les entreprises ont besoin d'en avoir les moyens: dégager les fonds disponibles et pouvoir suivre des procédures non bureaucratiques. Il est également important que les entreprises aient un accès facilité aux marchés étrangers. L'accès au marché européen est une priorité: aujourd'hui, 56% de nos exportations vont dans l'UE (118 milliards) et 75% de nos importations en viennent (138 milliards).

Pour aller de l'avant, engager, investir, augmenter les salaires, une entreprise doit pouvoir disposer librement de ses fonds. Ceux-ci ne doivent pas être excessivement taxés: les impôts doivent rester à un niveau acceptable, les taxes ne doivent pas être déraisonnables. Dans le cas contraire, il est plus difficile de saisir des opportunités et le marasme s'installe. Face à la pression internationale et intercantonale grandissante, il est nécessaire d'agir rapidement et de manière déterminée en adoptant des actions concrètes: mettre en œuvre des modèles fiscaux attrayants et non attaquables à l'échelle internationale.

En parallèle, il est primordial que les procédures, nombreuses, auxquelles doivent se soumettre les entrepreneurs soient aussi simples que possible. Une bureaucratisation importante ralentit, voire empêche les entreprises de s'adapter à l'environnement économique. Une économie ralentie est néfaste pour l'emploi.

Finalement, il est important d'avoir une politique foncière adéquate. Le développement d'entreprises existantes et l'implantation de nouvelles sociétés, donc la création de nouveaux emplois et in fine l'augmentation de la prospérité, n'est possible que si les terrains sont disponibles et adaptés. Il est important que les collectivités publiques soient proactives sur ce domaine.

Nos exigences:

- › **Une fiscalité attractive**
- › **Une politique foncière active et adaptée à la création d'emplois**
- › **Lutter contre la bureaucratie excessive et faciliter les procédures administratives**

- › **Une formation adaptée et de qualité**¹

4. Concilier vie familiale et vie professionnelle

La manière d'articuler le travail dans notre vie est en train de changer: travail à temps partiel en augmentation, les femmes continuant à travailler même après la naissance de leur enfant. Par conséquent, il faut mieux intégrer les femmes dans le marché du travail. Pour cela, il faut soutenir et développer les formes alternatives de travail et augmenter les places de crèches et d'accueils extra-scolaires disponibles.

D'une part, le travail occupe une place moins fondamentale dans nos vies, au profit du développement personnel et de la famille. Il faut permettre une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale. Pour cela, il faut favoriser et valoriser, là où c'est possible, les formes alternatives d'organisation du travail, notamment le «home office» (le travail à la maison) et le «job sharing» (partager une même place de travail entre plusieurs temps partiels). Dans ce cadre, le télétravail est un outil important dans cette mouvance.

D'un autre côté, l'économie a besoin de toujours plus de main-d'œuvre pour répondre aux nouvelles demandes. Outre l'engagement de main-d'œuvre étrangère, la solution passe aussi par une meilleure intégration des femmes sur le marché du travail. Si on veut leur donner la possibilité de travailler, il ne faut pas que cela se fasse au détriment de la vie familiale. C'est pour cela qu'il est nécessaire d'avoir un nombre de places de crèches et d'accueils extra-scolaires suffisant, à proximité et pour un coût acceptable.

Nos exigences:

- › **Promouvoir des formes alternatives de travail (télétravail, job sharing) et la flexibilité du temps de travail**
- › **Faciliter la création de crèches et d'accueils extra-scolaires pour pouvoir offrir un nombre de places suffisantes**

¹ Au vu de son importance et sa complexité, la formation sera le sujet d'un prochain papier de position du PLRF.